

MERCREDI 16 MARS 2016

"En route vers la dépression économique finale."

- = **Bientôt la crise pétrolière ultime** p.1
- = Alerte Rechute de Deutsche Bank p.5
- = Production industrielle US dans le rouge ! p.6
- = L'or et la base monétaire américaine signalent la pire dépression p.6
- = Que faire en attendant la réunion de la Fed ? (Jim Rickards) p.8
- = Les Banques Centrales, ultime rempart contre la dépression p.12
- = L'Égypte dévalue sa monnaie... Valait mieux avoir de l'or ! (Charles sannat) p.14
- = Y'a-t-il une limite à la folie des taux d'intérêt négatifs de Draghi ? (Mish) p.16
- = Des partis qui ont perdu la tête (James Howard Kunstler) p.19
- = **La campagne de "choc et effroi" de Draghi tourne à la catastrophe** (Mish) p.20
- = **Du politique, de l'économie, de l'effondrement...** (Patrick Reymond) p.24
- = **Détruire au moindre coût...** (Patrick Reymond) p.26
- = Les taux administrés ne font que soutenir pour un temps l'endettement des États (Jean-Jacques Netter) p.28
- = Amérique latine: le ralentissement creuse déficit et dette p.31
- = Salariés... tremblez ! Une banque veut remplacer 550 employés par des robots p.32
- = **Gaz à effet de serre: l'étai "budget carbone" se resserre** p.35



[BIOSPHERE-INFO](#)

Bientôt la crise pétrolière ultime

<http://biosphere.blog.lemonde.fr/> 16 mars 2016

Vivre sans pétrole, l'enjeu du XXI^e siècle

« L'économie mondiale ne croîtra pas éternellement. Mais elle ne s'arrêtera que lorsque l'économie de Thomas Malthus écrasera l'économie de Joseph Schumpeter – autrement dit lorsque les contraintes de ressources surpasseront l'innovation. » (Martin Wolf, *Financial Times*)

Les politiques s'intéressent marginalement au réchauffement climatique et pas du tout au pic pétrolier. Pourtant les quantités de pétrole commencent à plafonner au niveau de la production mondiale. C'est le début de la fin, ce que nous pouvons appeler la Crise Ultime, la Longue Catastrophe ou Pétrole-apocalypse. Des livres nous avertissent, des blogs nous interpellent... personne ou presque ne réagit ! Pire, le prix du baril est descendu à 27 dollars en février 2016 alors qu'il avait presque atteint 150 dollars en 2010. Notre réveil sera brutal, c'est ce que disait le livre prémonitoire de 1979 résumé ci-dessous.

1979 Vivre sans pétrole de J.A. GREGOIRE (Flammarion)

Note préliminaire : *l'auteur du livre « Vivre sans pétrole », Jean Albert Grégoire (1899-1992), a eu un parcours atypique : joueur de rugby, champion de France du 100 mètres, docteur en droit et polytechnicien. Jeune ingénieur, il débute comme garagiste en 1925. En 1927, il fonde avec un ami la Société des Automobiles Tracta. Leur invention commune, le joint homocinétique Tracta rendit concevable la traction avant des automobiles. Des lycées professionnels portent d'ailleurs son nom en France.*

Son livre de 1979, « Vivre sans pétrole », envisage tous les scénarios, les énergies de substitution au pétrole, l'amélioration de la technique de fabrication des automobiles, l'évolution des ressources pétrolières, la fusion et même le réchauffement climatique... Il pose la question fondamentale de l'arrivée prochaine de ce qu'il appelle la « crise ultime ».

Ce livre est d'une absolue actualité des décennies plus tard, des décennies trop tard. Dès le premier choc pétrolier de 1973 (quadruplement dans l'année du prix du baril), nous aurions dû constamment préparer une civilisation post-carbone. (Yves Cochet). Dommage que nous soyons passés à côté de ce livre au moment des premiers chocs pétroliers, le futur va devenir beaucoup plus difficile à vivre puisque le rationnement n'a pas eu lieu dès cette époque. Voici quelques extraits recomposés de ce livre prémonitoire :

" L'observateur ne peut manquer d'être angoissé par le contraste entre l'insouciance de l'homme et la gravité des épreuves qui le guette. Comme le gouvernement crie au feu d'une voix rassurante et qu'on n'aperçoit pas d'incendie, personne n'y croit. Jusqu'au jour où la baraque flambera. Comment l'automobiliste pourrait-il admettre la pénurie lorsqu'il voit l'essence couler à flot dans les pompes et lorsqu'il s'agglutine à chaque congé dans des encombrements imbéciles ? Cette situation me paraît beaucoup plus inquiétante encore que celle des Français en 1938. Ceux qui acceptaient de regarder les choses en face apercevaient au-delà des frontières la lueur des torches illuminant les manifestations wagnériennes, ils entendaient les bruits de bottes rythmant les hurlements hystériques du Führer. Tous les autres refusaient de voir et d'entendre. On se souvient de notre réveil en 1940 !

Apercevoir la fin des ressources pétrolières, admettre son caractère inéluctable et définitif, provoquera une crise irrémédiable que j'appellerai « crise ultime ». Nous n'en souffrons pas encore. Les premières ruptures sérieuses d'approvisionnement du pétrole la déclencheront. Alors on reverra, comme au temps de Suez ou de la guerre du Kippour, un brutal renversement de l'opinion, définitif cette fois. Il ne

s'agira pas, comme on le croit et comme les économistes eux-mêmes l'affirment, de surmonter une crise difficile, mais de changer de civilisation. L'humanité devra passer de l'ère d'abondance factice à celle de la pénurie, de l'orgueil insensé à celle de l'humilité. Elle devra répartir des richesses qui, au lieu d'être infinies comme elle le pensait naïvement, lui apparaîtront à l'heure du bilan bien modeste en face de ses besoins. Les pays riches devront réduire leur train de vie, ce qui pour chaque individu représentera une contrainte douloureuse à laquelle il n'est aucunement préparé.

En avril 1977, le président Carter s'adresse par télévision à la nation. En général détendu dans son langage et ses vêtements, il surprend ce soir-là par son costume aussi sombre que ses propos : « Ce que je vous demande est l'équivalent d'une guerre. Il s'agit bel et bien de préparer un monde différent pour nos enfants et nos petits-enfants. » Puis il énumère les mesures d'économie. La revue *Newsweek* chiffre le gaspillage moyen d'énergie qu'il veut supprimer à plus de la moitié de la consommation totale. C'est une douche froide pour ce peuple si sûr de sa richesse et de ses immenses ressources. Sans largeur de vue, sans générosité, tous ceux qui sentent leur intérêt et même leur simple confort menacé se mettent à hurler. Le royaume automobile de Détroit, dont les experts comprennent pourtant la nécessité du projet, déclare la guerre au président Carter. Les syndicats de l'automobile suivent, le peuple suit, bien entendu. Carter ne perd pas quinze points de popularité, mais trente-cinq ; sa cote passe de 70 à 35 au début de 1978. Aucun gouvernement n'imposera les cruels sacrifices de la pénurie sans le consentement du peuple. Le peuple américain n'est pas mobilisable pour des sacrifices dont il ne voit pas la nécessité en un âge ou la technologie – et non l'austérité – lui paraît constituer la solution à tous les problèmes du monde moderne. On retrouve là les illusions fondamentales des penseurs du XIXe siècle. La science toute-puissante : erreur. Les réserves de matières premières inépuisables : erreur. Le progrès indéfini : erreur. La crise va se terminer : erreur. Car non seulement ce qu'on appelle crise va devenir l'état normal de l'humanité mais cet état imposera l'austérité.

Aujourd'hui nous consommons du pétrole comme nous respirons. Son manque nous paraît aussi inconcevable, aussi mortel que le manque d'air. Comme dans toute maladie sournoise, les symptômes apparaîtront tard. Jusqu'aux premières manifestations de la pénurie, la situation restera normale, l'humanité continuera à dilapider son irremplaçable richesse, les constructeurs continueront à augmenter leurs cadences et le parc mondial continuera à s'accroître. Mais l'économie est un colosse fragile créé par la civilisation du pétrole. Ce pétrole en est le sang, l'automobile son support le plus solide. Restreignez l'arrivée du « sang pétrole »,

une anémie pernicieuse envahira ce corps. Coupez le support automobile, l'équilibre du colosse sera d'autant plus menacé qu'en même temps les maladies endémiques, inflation, chômage, feront une poussée violente. Peut-on imaginer l'intelligence et le travail que devront déployer nos enfants, les souffrances qu'ils devront endurer pour faire tenir à peu près debout ce colosse chancelant ? Aujourd'hui, sans pétrole, l'infortuné ne saurait plus travailler dans ses usines, cultiver ses terres, circuler, s'éclairer, se chauffer, se loger, se vêtir. Sans lui, il ne saurait plus comment vivre...

Un affolement contagieux s'étendra sur la terre dès que le pétrole commencera vraiment à manquer. A partir de ce moment-là, selon que vous serez puissant ou misérable, vous aurez ou non du pétrole. Si le monde échappe à une guerre militaire, il sera plongé dans une guerre économique sans merci bien plus meurtrière puisqu'elle exterminera une partie du quart-monde par la faim. L'homme acceptera tous les sacrifices, se privera du superflu et même du nécessaire pour conserver son automobile. L'expérience de la dernière guerre où le ticket d'essence atteignait au marché noir des tarifs astronomiques l'a prouvé... Rationnement. Voici le mot lâché, ce mot qui indispose, ce mot qui fait frémir. Il ne faut pourtant pas hésiter à le prononcer et à l'écrire. Car le rationnement est inéluctable pour le pétrole d'abord, pour l'énergie ensuite. Les jeunes gens ignorent l'esclavage du rationnement qui traîne derrière lui le marché noir. Ceux qui ont vécu les guerres en connaissent les servitudes : restriction de circulation en automobiles, coupures d'électricité, restriction de chauffage dans les logements. Et combien d'autres restrictions... On ne peut pas en prévoir la fin.

Comment réagiront nos enfants ? Fureur de constater que leurs ancêtres ont gaspillé ce pétrole irremplaçable ? Ou désespoir de ne pouvoir assouvir ce besoin devenu héréditaire de rouler en automobile ?"

Un texte de Matthieu Auzanneau pour conclure

Un choc pétrolier (augmentation brutale du prix du baril et récession) succède toujours à un pic pétrolier (maximum de production) :

« Dans [Or Noir \(éd. La Découverte, 2015\)](#), j'ai tâché de montrer que loin d'être primordialement le fruit d'une crise politique, le choc pétrolier de 1973, sorte de mi-temps ou de solstice d'été dans l'histoire de la révolution industrielle, constitue fondamentalement (d'un point de vue physicien, mais également historique), la conséquence directe et explicite du pic atteint en novembre 1970 par la production américaine d'or noir (p. 369 et suiv.).

J'ai en outre montré qu'au cours de cette séquence historique fatidique, parmi les

économistes et financiers américains ayant plaidé auprès de l'administration Nixon en faveur de l'abandon de l'étalon-or (et du big bang de l'argent-dette) figuraient d'abord et avant tout des hommes de l'or noir (p. 360 et suiv.).

Tout se passe comme si avec la fin du système de Bretton-Woods le 15 août 1971, l'humanité avait échangé, comme mesure de la valeur économique, un symbole de rareté (l'or) contre un symbole trompeur d'abondance : l'or noir, ou "pétrodollar". »

[\(2015 risque d'être l'année du pic pétrolier et des limites physiques de la croissance\)](#)

bibliographie sur le pétrole

1979 [Vivre sans pétrole](#) de J.A.Grégoire

2003 [Pétrole, la fête est finie](#) (avenir des sociétés industrielles après le pic pétrolier) de Richard Heinberg

2005 [la fin du pétrole \(le vrai défi du XXIe siècle\)](#) de James Howard Kunstler

2005 [Pétrole apocalypse](#) d'Yves Cochet

2005 [la vie après le pétrole](#) de Jean-Luc Wingert

2006 [le plein s'il vous plaît](#) (la solution au problème de l'énergie) de Jean-Marc Jancovici et Alain Grandjean

2009 [la crise pétrolière \(analyse des mesures d'urgence\)](#) de Bernard Durand

2010 [Manuel de Transition \(de la dépendance au pétrole à la résilience locale\)](#) de Rob Hopkins

2011 [Carbon Democracy. Le pouvoir politique à l'ère du pétrole](#) (Timothy Mitchell)

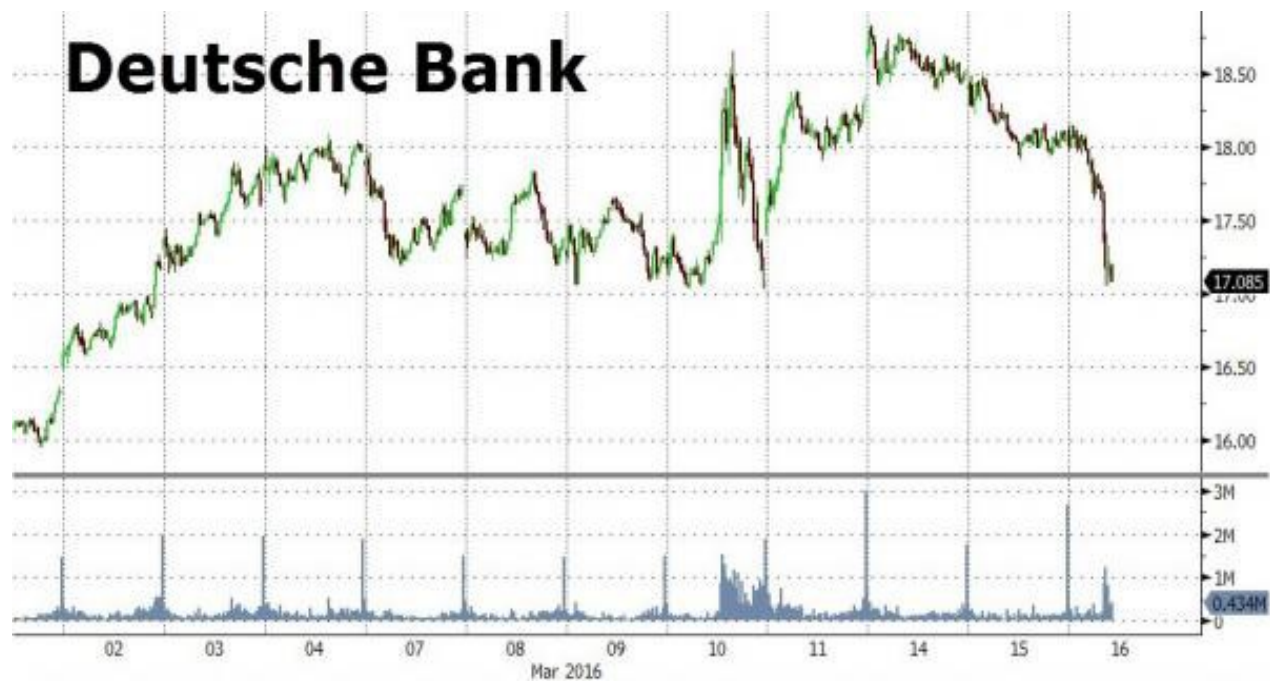
2013 [La faim du pétrole \(une civilisation de l'énergie vue par des géologues\)](#) de Pierre Mauriaud, Pascal Breton et Patrick de Wever

2013 [La fin de l'abondance, l'économie dans un monde post-pétrole](#) (John Michael Greer)

[2015 L'énergie des esclaves \(le pétrole et la nouvelle servitude\) d'Andrew Nikiforuk](#)

Alerte Rechute de Deutsche Bank

Bruno Bertez 16 mars 2016



Après des prévisions négatives pour 2016.

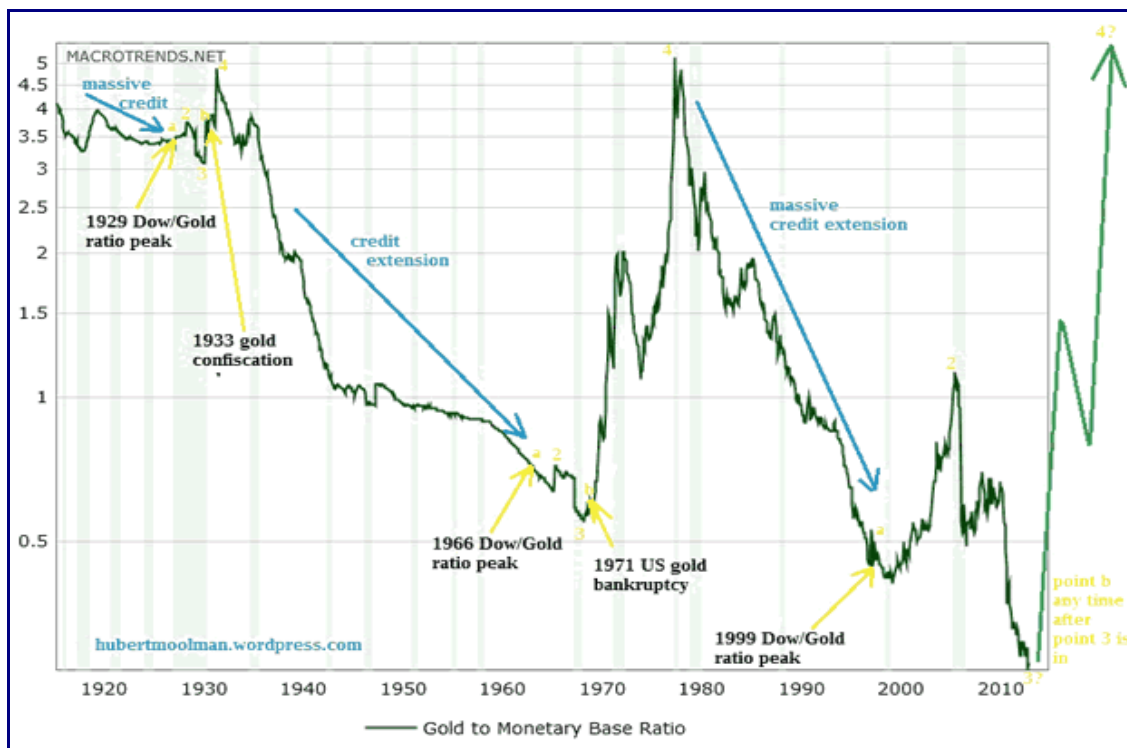
Production industrielle US dans le rouge !

Bruno Bertez 16 mars 2016



L'or et la base monétaire américaine signalent la pire dépression

or-argent.eu mars 16, 2016



Historiquement, quel est le ratio de garantie de la base monétaire américaine par l'or du pays (base monétaire / onces d'or X cours), et comment pouvons-nous interpréter les fluctuations de ce ratio. Vous le saurez après avoir achevé la lecture de cet article passionnant d'Hubert Moolman, publié le 2 mars 2016 sur SafeHaven.com :

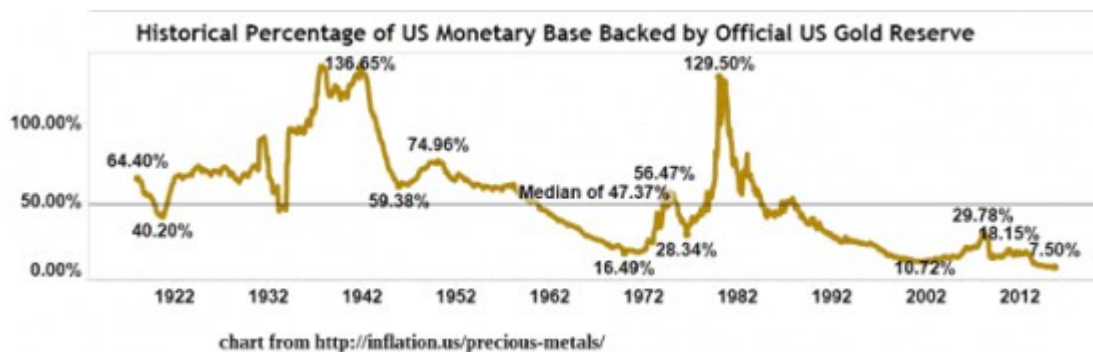
« Le cours de l'or s'échange aujourd'hui à plus de 1200 \$ l'once. Soit à un niveau bien supérieur au plus haut historique de 1980. Cependant, il s'agit d'une représentation incomplète du prix de l'or par rapport à la quantité de dollars en circulation. Lorsque vous comparez le cours de l'or à la base monétaire américaine, vous constatez que le métal jaune est à son plus bas historique. Il s'agit de l'un des exemples illustrant à quel point les actifs papier sont complètement déconnectés des actifs tangibles.

La base monétaire américaine reflète simplement la quantité de monnaie américaine émise. Aux origines, la base monétaire était censée être garantie par l'or du Trésor ou de la Fed. Il était possible d'échanger vos dollars émis par la Fed en or. Aujourd'hui, la promesse de donner aux porteurs de dollars de l'or en échange n'existe plus. Néanmoins, cela ne signifie pas pour autant que la comparaison entre l'or et la quantité de monnaie en circulation n'est plus pertinente.

Lorsque l'écart entre la base monétaire et le prix de l'or est trop important, les forces du marché cherchent à corriger la situation. Cela a déjà eu lieu quelquefois

au cours des 100 dernières années, mais à 2 reprises l'écart fut si important qu'une surcorrection en découla. Cela s'est produit dans les années 30 et les années 70.

Ci-dessous, voici un graphique d'inflation.us qui l'illustre :



Il met en exergue la quantité de monnaie par rapport à la valorisation de l'or qui la garantit durant les 100 dernières années. Veuillez remarquer que même durant le standard or, la monnaie américaine n'était pas complètement garantie par du métal jaune.

On peut voir qu'à 2 reprises (en 1933 et en 1970), la faiblesse de la garantie or fut si critique qu'elle déboucha sur une correction telle que les réserves américaines d'or pouvaient garantir plus de 100 % de la base monétaire.

Ce qui différencie ces 2 épisodes par rapport à d'autres, par exemple celui de 1921, c'est le timing par rapport à la situation économique. Le faible niveau de garantie de la base monétaire par l'or de 1933 fut la conséquence des Années Rugissantes (les années 20), période d'extension du crédit ; elle eut lieu quelques années après le pic de 1929 du Dow Jones. À cette époque (post 1933), la situation économique était telle que les capacités d'expansion du crédit étaient sévèrement limitées en raison des excès précédents. Ce qui a réduit l'activité économique dans les années suivantes.

De façon similaire, le faible niveau de garantie de la base monétaire par l'or de 1970 a eu lieu après une longue période d'extension dramatique du crédit (période d'après-guerre), et quelques années après le pic du Dow Jones de 1966. À cette époque (post 1970), la situation économique était telle que les capacités d'expansion du crédit étaient sévèrement limitées en raison des excès précédents.

Ce qui a réduit l'activité économique dans les années suivantes. Une différence notable entre ces 2 périodes étant le ratio de dette/PIB, qui était moins élevé dans les années 70 que dans les années 30.

Aujourd'hui, le niveau de garantie de la base monétaire par l'or est à un plus bas historique. Il semblerait que nous ayons atteint une situation similaire à celles de

1933 et de 1970. Tout comme après les années 20 et la Seconde Guerre mondiale, nous avons connu une longue période d'extension du crédit (à partir de la fin des années 80). De plus, le Dow Jones semble avoir atteint un plus haut, comme ce fut le cas en 1929 et en 1966.

Cependant, la situation actuelle semble ressembler davantage à celle des années 30 qu'à celle des années 70 en raison du ratio très élevé « dette/PIB » que nous connaissons. La détérioration de la situation économique, en raison de la dette très élevée et de l'incapacité de prolonger l'extension du crédit, représente le pire environnement pour les banques. Ce sont ces facteurs qui furent principalement responsables de la crise bancaire de 1933.

Ils seront également les facteurs principaux de la crise bancaire à venir, qui a d'ailleurs déjà démarré. Le déficit de confiance envers les banques sera l'un des acteurs majeurs de la prochaine hausse de l'or. Ne perdez pas de vue que si nous devions atteindre à nouveau un niveau de garantie de l'or de 100 % de la base monétaire, sur base des réserves américaines cela signifierait que le cours du métal jaune devrait dépasser les 15.000 \$. (...) »

Que faire en attendant la réunion de la Fed ?

Rédigé le 16 mars 2016 par Jim Rickards

Le comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) doit se réunir les 15 et 16 mars prochains, sous la houlette de Janet Yellen. Les économistes et le marché des Fed fund futures (contrats à terme sur les taux américains) s'accordent à dire que la Fed ne relèvera pas les taux. Pour ma part, je pense que le relèvement des taux est encore à l'ordre du jour.

Le débat est intéressant mais, en vérité, cela n'a aucune importance. L'économie américaine, en fait l'économie mondiale, s'oriente vers une récession dans le courant de l'année. Que la Fed relève les taux ou bien fasse une pause, cela ne changera rien. Les mesures de la Fed peuvent affecter les marchés à court terme, ainsi que le timing exact de la récession, mais l'issue demeurera la même. L'économie dépasse largement les mesures prises par la Fed et n'en fera qu'à sa tête.

L'argument en faveur du relèvement des taux est simple. La création d'emploi demeure forte aux Etats-Unis, où le taux de participation à la main-d'oeuvre a commencé à augmenter.

Certes, la progression des salaires est faible, et les emplois créés ne correspondent pas à des postes à haut salaire en mesure de stimuler la demande globale. Tout de même, mieux vaut ce type d'emplois que pas d'emplois du tout. D'ailleurs, ce second mandat d'Obama est en passe d'enregistrer la même prouesse, en termes

d'emploi, que les années Reagan et Clinton. L'indicateur GDPNow de la Fed d'Atlanta prévoit à présent que le PIB US du premier trimestre est en passe de progresser de 2,2%.

Ce n'est pas une croissance remarquable, mais elle est conforme à la tendance enregistrée depuis 2009. Surtout, c'est un progrès par rapport à une année 2015 relativement faible et à un quatrième trimestre particulièrement médiocre.

L'indice des prix à la consommation (hors alimentation et énergie), le Core CPI, a affiché 2,2% par rapport à l'année dernière. Les coûts liés à l'emploi civil ont enregistré une augmentation de 2% (nominale) pour toute l'année 2015.

Récession probable

Les cours du pétrole et des matières premières semblent avoir décollé de leurs plus bas. Janet Yellen s'est ridiculisée en qualifiant de « passagère » la chute des prix de l'énergie enregistrée au cours de ces 32 derniers mois. Malgré tout, rien ne dure éternellement, et si les cours du pétrole se stabilisent puis augmentent, l'inflation ne sera pas loin derrière. Janet Yellen a insisté sur le fait que la Fed devait avoir une longueur d'avance sur l'augmentation des prix pour la bonne raison que la politique monétaire agit largement à retardement.

La combinaison du chômage à 4,9%, d'une croissance du PIB de 2,2% (avec une tendance à la hausse) et d'une inflation de base de 2,2% (avec une tendance à la hausse) remplit — voire dépasse — les critères de relèvement des taux énoncés par Janet Yellen lors de son discours de Providence (Rhode Island) du 22 mai 2013. Ce discours était sa feuille de route vers un relèvement des taux, lequel s'est produit en décembre dernier. Il constitue toujours un bon indicateur de l'état d'esprit de Janet Yellen concernant la nécessité de normaliser les taux d'intérêt.

Les arguments en faveur d'un scénario où il ne se passerait rien au cours de cette réunion de mars du FOMC sont tout aussi nets. Les marchés actions ont subi des turbulences entre le 1er janvier et le 11 février 2016, conséquence directe du relèvement des taux de décembre 2015, et de la perspective qu'un dollar renforcé pénaliserait les exportations et les recettes réalisées à l'étranger.

Un grand nombre d'autres indicateurs pointent vers une probable récession. Les échanges internationaux se contractent (circonstance très inhabituelle et presque toujours associée à la récession ou à la dépression). Aux Etats-Unis, les indices de la production manufacturière affichent également une contraction.

Or les emplois liés à la production manufacturière payent mieux, en moyenne, que les emplois liés aux services. Par conséquent, un ralentissement de la production manufacturière a un effet disproportionné sur la demande globale.

Dans tous les cas, aux Etats-Unis, le ralentissement de la production

manufacturière produit un effet domino sur le secteur des services.

La Fed et ses hésitations

Traditionnellement, le rôle de la Fed est de relever les taux lorsque l'économie s'emballé et de les baisser lorsque l'économie ralentit trop vite. Tout bien pesé, cela n'a pas de sens de relever les taux face à la faiblesse économique globale que révèlent les données.

Pourtant, la Fed n'a jamais pu prévoir une récession de façon précise. Il n'est pas évident que les modèles de la Fed soient capables de prévoir des récessions, car ils se servent d'hypothèses fondées sur l'équilibre pour mesurer l'impact des changements de politique. Même si la Fed ne devrait pas relever les taux en période de récession, il se peut qu'elle les relève quand même car elle n'aura rien vu venir.

En résumé, ce sont les arguments pour ou contre un relèvement des taux. Le camp du relèvement des taux voit une inflation imminente provoquée par la tension sur le marché de l'emploi. Le camp du non-relèvement des taux voit une récession imminente, provoquée par le ralentissement de la production manufacturière et la force du dollar. C'est ironique, mais les deux camps ont peut-être raison. Il existe un terme pour qualifier une hausse de l'inflation en période de récession. Il s'agit de la « stagflation » : la dernière fois qu'elle s'est produite aux Etats-Unis, c'était à la fin des années 1970.

Voilà qui me ramène à ma première question. Qu'est-ce que cela changera, que la Fed relève ou non les taux ?

Enormément de preuves apparaissent actuellement démontrant l'inefficacité de la politique monétaire en termes de stimulation de croissance. Lorsque Ben Bernanke a lancé le premier assouplissement quantitatif (QE), il s'est appuyé sur « le canal de rééquilibrage des portefeuilles » (portfolio channel effect, en anglais : des taux bas ou à zéro appliqués à des valeurs refuges sont censés forcer les investisseurs à s'orienter vers les actions et l'immobilier), et « l'effet de richesse ».

Désormais, cette politique est largement considérée comme un échec. Le canal de rééquilibrage des portefeuilles a fonctionné mais pas l'effet de richesse (cela s'explique par l'effondrement de la vitesse de circulation de l'argent : phénomène psychologique qui dépasse les compétences de la Fed). Cela a provoqué des bulles boursières et immobilières, contexte dans lequel Janet Yellen évolue désormais à ses risques et périls.

De même, les taux d'intérêt négatifs ne fonctionnent pas comme on voudrait bien le faire croire. L'idée, c'est que les taux d'intérêt négatifs sont censés freiner l'envie d'épargner. Du coup, les épargnants sont censés dépenser plus, plutôt que de laisser leur argent à la banque.

Les banquiers, eux, sont censés prêter de l'argent plutôt que de l'entreposer dans leurs réserves excédentaires. La combinaison de ces prêts et de ces dépenses effectués par les banques, les consommateurs et les entreprises, en réaction aux taux d'intérêt négatifs, était censée stimuler les économies ayant tenté cette politique.

Ce qui s'est passé en réalité

En fait, les taux négatifs ont envoyé un signal indiquant que la déflation représentait une menace réelle. Les consommateurs ont réagi en épargnant plus (pour compenser la perte liée aux intérêts), et en dépensant moins (en attendant une future baisse des prix). Par conséquent, on a plus épargné et moins dépensé : exactement le contraire de ce que souhaitent les banques centrales.

Si la politique monétaire ne peut stimuler l'économie, et si l'économie s'oriente vers une récession (pour des raisons échappant au contrôle de la Fed), alors le fait de ne rien faire le 16 mars 2016 n'empêchera pas la récession.

En fait, les cours se sont déjà ajustés en anticipant que les taux ne seraient pas relevés en mars. Si cela se produit effectivement, cela ne fera ni grimper les actions, ni baisser le dollar, car les mouvements de marché ont déjà eu lieu sur l'anticipation qu'il n'y aurait pas de relèvement. Nous l'avons déjà eu, notre assouplissement.

Certes, si Janet Yellen relève les taux en mars, cela produira un choc qui fera chuter les actions, grimper les obligations et le dollar. En fait, les cours des actions, obligations et devises se réajusteront rapidement en se basant sur cette action inattendue de la Fed.

La Fed ne se soucie peut-être pas de ce réajustement. Aujourd'hui, elle se soucie de piloter l'économie américaine, pas de soutenir les marchés actions. (Les tentatives d'effet de richesse ont disparu depuis longtemps).

En réalité, le fait que les marchés actions aient considérablement augmenté depuis mi-février offre à la Fed une sorte d'amortisseur permettant de les faire chuter à nouveau sans pour autant atteindre des seuils critiques (disons un S&P 500 à 1 650 points), au cas où elle déciderait de relever les taux. C'est toute la puissance des boucles de rétroaction entre la Fed et les marchés.

Dernièrement, Larry Summers a estimé que la Fed devait être en mesure de baisser les taux de 300 points de base afin de compenser les effets d'une récession. En partant des 25 points de base actuels, et en adoptant une approche progressive, il semble impossible que la Fed puisse obtenir ces 300 points de base avant que la prochaine récession ne s'abatte.

D'un autre côté, rien qu'en relevant les taux, la Fed pourrait accélérer cette récession qu'elle redoute tant. Pourtant, si elle ne relève pas les taux à présent

(afin d'avoir des munitions) alors quand le fera-t-elle ? Peut-être bien jamais.

Ces forces compensatoires et arguments contradictoires laissent penser que cette semaine est un moment propice pour vendre des actions. Si la Fed ne relève pas les taux, le potentiel de hausse sera faible car les cours ont déjà été ajustés en fonction de ce scénario. La récession arrivera, quoi que la Fed fasse. Si la Fed relève bien les taux, les cours des actions se réajusteront violemment à la baisse, reproduisant ce qui est arrivé en janvier (et en août dernier).

D'une façon ou d'une autre, pour les actions, le temps se gâte. Il est temps de vendre et de vous réorienter vers les liquidités, les obligations et l'or. Ensuite, bottez en touche, ne bougez pas et regardez ce qu'il va se passer.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/reunion-fed/>
Copyright © Publications Agora

Les Banques Centrales, ultime rempart contre la dépression

Michel Santi 16 mars 2016

Notre monde est truffé de déficits, d'endettements publics et privés. De même est-il buriné par les processus délicats de réductions généralisées (volontaires ou forcées) de ces dettes, plus connus sous l'appellation générique de «deleveraging». Dans ce monde tourmenté et en déséquilibre permanent, le métier de banquier central requiert doigté, finesse et anticipation permanente. En réalité, le pouvoir est passé des Ministères de l'Economie et des Finances paralysés par les priorités absolues accordées aux restrictions budgétaires aux banques centrales, seules capables d'insuffler un quelconque semblant de vie à nos économies à la faveur de leur planche à billets.

Pour simplifier, les comités directeurs de nos banques centrales sont profondément marqués par la dépression des années 1930 ainsi que par la décennie perdue au Japon des années 1990. Ces deux épisodes –les plus étudiés et décortiqués de toute l'Histoire économique moderne– fascinent d'autant plus les économistes et les universitaires que leurs mécanismes ne sont toujours pas complètement élucidés. Leur maîtrise s'avère pourtant vitale dans le contexte actuel où les banques centrales doivent impérativement éviter les erreurs lourdes de conséquences de la Grande Dépression et du cas d'école nippon. C'est ainsi qu'en l'absence de clés de compréhension irréfutables, les banques centrales ont compris –au moins de manière intuitive– qu'il était une calamité qu'il fallait absolument éviter, à savoir la déflation. Nul ne sait en effet comment vaincre la déflation et, à cet égard, nul

ne saurait prétendre expliquer avec clarté et sans équivoque le cheminement ayant permis aux Etats-Unis d'en sortir à la fin des années 30. Sachant que le Japon ne peut toujours pas se targuer –aujourd'hui en 2016– d'avoir surmonté sa propre déflation.

Voilà qui permet de mieux comprendre les réactions très énergiques de la Réserve Fédérale américaine et de la Banque d'Angleterre qui, dès l'automne 2008, n'ont pas hésité à se lancer à corps perdu dans les «baisses de taux quantitatives», autrement dit dans une intense création monétaire censée éviter le grippage irrémédiable de leurs économies respectives. Comme la banque centrale ne connaît pas les remèdes pour combattre la déflation, elle fait ainsi un usage préemptif de toutes les munitions à sa disposition afin d'éviter d'y sombrer. Après tout, c'est bien l'attitude peu déterminée de la Banque du Japon de l'époque qui avait ouvert une voie royale à une déflation insidieuse dont le pays ne s'est toujours pas remis. Le passé étant riche d'au moins un enseignement précieux selon lequel il est crucial pour une banque centrale d'éviter de subir les événements et qu'il convient au contraire d'adopter une posture agressive se devant en outre d'être affichée publiquement.

Pour autant, cette attitude proactive de la banque centrale ne doit pas se solder en des actions précipitées et hautement préjudiciables pour l'économie à l'instar de la hausse prématurée des taux d'intérêts américains au début des années 1930 ayant précipité la Grande Dépression. Comme la déflation et la dépression représentent le mal absolu en termes de coût social, de chômage comme sur le plan de la dégradation des niveaux de vie et de la perte de valeur généralisée de la quasi-totalité des actifs, une banque centrale moderne et flexible s'abstiendra toujours d'un resserrement précoce de sa politique monétaire. Elle préférera toujours en d'autres termes mettre fin tardivement à sa politique des taux d'intérêt très bas plutôt que de réitérer les fautes d'hier. Peu de nations bénéficient effectivement d'une population disciplinée et peu encline à la protestation comme le Japon qui subit une récession depuis près de deux décennies. En outre, n'oublions pas que la dernière forte dépression en Occident s'est conclue par une guerre mondiale...

Néanmoins, une politique monétaire expansionniste (c'est-à-dire le maintien de taux d'intérêt bas pour une période prolongée) constitue une condition nécessaire mais hélas pas suffisante au redémarrage de la croissance. Il y a effectivement des limites à ce qu'une banque centrale peut accomplir car son action – tout déterminée qu'elle soit – est souvent neutralisée par des politiciens frileux et hélas trop souvent préoccupés par leur ré élection.

L'Égypte dévalue sa monnaie... Valait mieux avoir de l'or !

Charles Sannat 16 mars 2016

Et quand votre monnaie perd 13 % en une seconde, vous savez ce que fait votre or ?

Rien... justement, il ne fait rien.

Ha bon ?

Évidemment ! L'or ne sert à rien, il ne rapporte rien !!

Justement, c'est bien ce qu'on lui demande !!

Du coup, je le répète : quand votre monnaie perd 13 %... votre or, lui, ne fait rien, non, rien de rien comme l'aurait chanté notre Edit Piaf !

Il ne fait rien parce que lui au moins il NE PERD PAS 13 %, il conserve la valeur, tout simplement, et encore une fois c'est juste ce qu'on lui demande.

N'oubliez pas : quand votre monnaie a un problème, il n'y a que l'or qui puisse conserver de la valeur "hors monnaie" en conservant une réelle liquidité (contrairement à l'immobilier).

Charles SANNAT

La banque centrale égyptienne a dévalué lundi de 13 % la livre et s'est engagée à adopter "une politique de change plus souple" dans un contexte de recul du secteur touristique qui déstabilise du pays arabe le plus peuplé, rapporte le groupe financier Bloomberg.

Le taux de change de la monnaie égyptienne a été porté de 7,83 à 8,95 livres pour un dollar.

Cette dévaluation a été saluée par la Bourse du Caire, dont l'indice de référence EGX30 affichait une hausse de 6 % à la mi-journée.

La banque centrale a expliqué lundi qu'elle adoptait "une politique de change plus souple pour résoudre les irrégularités du taux de change et avoir une circulation plus régulière des devises étrangères au sein du système bancaire égyptien, qui reflète les mécanismes de l'offre et de la demande". Il s'agit de faire face aux "défis" qui pèsent sur l'État depuis quatre mois "avec la baisse remarquable des flux de devises étrangères que fournit le tourisme, l'investissement direct, et les transferts de fonds effectués par les Égyptiens installés à l'étranger".

Avec 6,1 milliards de dollars en 2015, les revenus de ce secteur clé ont chuté de 15

% par rapport à l'année précédente, selon des statistiques officielles. Le coup de grâce a été le crash, le 31 octobre 2015, d'un avion charter russe dans la péninsule du Sinaï qui a coûté la vie aux 224 passagers et a été revendiqué par la branche égyptienne du groupe terroriste Daech.

Selon l'AFP, les réserves de change de la banque centrale ont fondu, passant de plus de 36 milliards de dollars fin 2010 à près de 16 milliards actuellement, malgré les aides apportées ces deux dernières années par les puissantes monarchies du Golfe, et qui se sont élevées à quelque 20 milliards de dollars.

La Banque centrale ambitionne de faire remonter ces réserves à 25 milliards de dollars d'ici la fin 2016. Elle compte pour cela sur les investisseurs étrangers "avec la fin des restrictions" et la possibilité qui leur est donnée de "rapatrier en toute sécurité leurs investissements", mais aussi sur "une hausse de la compétitivité de l'économie". La dévaluation de la livre peut améliorer la compétitivité des produits égyptiens sur les marchés étrangers, entraînant ainsi une hausse des exportations.

Taux de chômage urbain en Chine : 5,1 %

Il est une statistique dont on parle peu : c'est celle évidemment du chômage en Chine, pays que l'on croit à tort en plein emploi.

Je trouve d'ailleurs assez cocasse que les deux plus grosses économies de la planète aient un taux de chômage sensiblement similaire à ce point alors que les disparités de fonctionnement entre ces deux pays sont évidentes.

Avec une chute de 25 % des exportations et l'arrivée massive des robots, le tsunami sur l'emploi chinois sera encore plus redoutable qu'ailleurs.

Sauf que la Chine, et son économie administrée, risquerait paradoxalement d'être mieux préparée pour résister sur le front social aux effets de paupérisation.

Charles SANNAT

BEIJING, 15 mars (Xinhua) — Le taux de chômage en milieu urbain se maintient à 5,1 % en janvier et en février, a-t-on appris d'une nouvelle étude effectuée par le Bureau d'État des statistiques.

Le taux, fondé sur une étude dans 31 villes majeures, est resté inchangé en janvier, et a connu une baisse de 0,05 point de pourcentage par rapport à la même période de l'année dernière, a indiqué le chef du bureau, Ning Jizhe, dans un article publié mardi sur le site Internet de l'organisme.

Malgré une progression du chômage dans certaines régions et certains secteurs, les

politiques encourageantes du gouvernement et les activités émergentes ont aidé à stabiliser le marché de l'emploi, a écrit M. Ning.

Avec des prix à la consommation restant également stables et des indicateurs commençant à montrer une meilleure croissance économique, le pays doit mettre en place la réforme structurelle du côté de l'offre en appliquant des politiques visant à élaguer la surcapacité, à réduire le stock de logements invendus, à contrôler la dette du gouvernement et à atténuer le fardeau fiscal des entreprises, a-t-il noté.

Y'a-t-il une limite à la folie des taux d'intérêt négatifs de Draghi ?



Mish
Global Economic Analysis

Publié le 16 mars 2016

Jeudi dernier, le président de la BCE, Mario Draghi, a porté le taux d'intérêt sur les dépôts placés auprès de la BCE de -0,3 à -0,4%. Il a également réduit le taux de refinancement principal de 5 points de base pour le porter à 0%.

Jusqu'où pourra-t-il aller ? y'a-t-il une limite à ces réductions ?

Il y a effectivement une limite pratique à ces taux d'intérêt négatifs, et il y a des chances que nous l'ayons déjà atteinte. Tentons de déterminer pourquoi.

La limite Euribor

La situation deviendrait hors-de-contrôle si les taux passaient en-dessous de -1%, et peut-être même avant. Et la raison en est Euribor.

Qu'est-ce qu'Euribor ?

Euribor est le taux offert aux grosses banques sur les prêts interbancaires libellés en euros. Il est basé sur le taux d'intérêt moyen d'une cinquantaine de banques européennes qui se prêtent et s'empruntent de l'argent mutuellement.

Taux Euribor

- 1 mois : -0,301
- 6 mois : -0,131
- 12 mois : -0,009

Les taux ci-dessus sont tirés d'[EMMI Benchmarks](#). Ils changent chaque jour.

A chaque fois que la BCE réduit ou fait grimper les taux, Euribor suit.

La même chose est valable aux Etats-Unis avec la Fed. Les taux interbancaires en

dollars sont appelés Libor.

Contrats à terme Euribor



Tout ce qui est supérieur à 100 représente des taux d'intérêt négatifs. Afin d'obtenir les taux futurs, il suffit de soustraire les valeurs présentées par le graphique à 100. Par exemple, en août 2008, le taux Euribor était environ de 5%.

Comment le taux Euribor établit-il une limite ?

En Europe, des millions de prêts immobiliers sont basés sur Euribor. La vaste majorité des taux des prêts immobiliers espagnols et portugais sont basés sur Euribor. C'est aussi le cas pour un grand nombre de prêts italiens.

En Europe, les prêts immobiliers représentent généralement le taux Euribor plus un point de pourcentage. Pour ceux basés sur le taux Euribor sur un mois, les banques ne touchent plus 1% d'intérêts, mais 0,70%. Les frais d'honoraires rongent ce profit.

Si le taux Euribor passait sous -0,1%, les banques devraient verser des intérêts sur les prêts immobiliers de leurs clients plutôt qu'en collecter !

C'est une situation qui s'est déjà présentée, notamment pour le franc suisse.

Pourquoi Draghi a-t-il promis qu'il n'y aurait pas de nouvelle réduction

Des taux d'intérêt très bas rongent les profits des banques, ce qui impose un plancher sous les taux d'intérêt négatifs. C'est pourquoi Draghi a annoncé qu'il n'y aurait pas de nouvelle réduction de taux.

En Europe, la limite pratique aux taux d'intérêt négatifs pourrait bel et bien être de -0,4%, leur niveau actuel. Peut-être Draghi dispose-t-il encore d'une marge de manœuvre de -0,20%, mais hésite à l'utiliser.

Si le taux Euribor sur douze mois plongeait encore, il affecterait les profits des banques sur tous les prêts immobiliers basés sur Euribor. Les prêts basés sur les taux Euribor à un et six mois sont déjà affectés.

D'autres options à explorer

Draghi n'a pas la volonté d'abaisser davantage les taux d'intérêt, mais il lui reste bien d'autres options à explorer concernant les mesures d'assouplissement quantitatif.

Les obligations d'entreprise offrent encore à Draghi de nombreuses possibilités en termes de folies économiques.

[Des partis qui ont perdu la tête](#)



[James Howard Kunstler](#)
[Kunstler.com](#)

Publié le 16 mars 2016

Le mouvement de révolte né sur Twitter qui a mis fin la semaine dernière au rassemblement des partisans de Donald Trump dans le pavillon Chicago de l'Université de l'Illinois n'était que la première étincelle de ce qui pourrait vite devenir une guerre civile entre une Gauche politique qui a perdu la tête et une Droite qui a perdu son esprit et son âme. Les tensions entre les deux camps sont si tendues et malhonnêtes que les simples tentatives des uns à se confronter aux problèmes des autres les met en danger de se voir qualifier de criminels moraux.

La Gauche a perdu la tête dans une orgie de nouveau fanatisme religieux et de justice sociale, avec ses victimes sacrées (les Noirs et la communauté LGBT), ses dogmes sacrés (« diversité » et « inclusion »), ses accusations de blasphème (rebaptisées « micro-agressions ») contre les hérétiques (les « racistes » et les « homophobes ») qui s'opposent à l'absolutisme de la police de la pensée. Jonathan Haidt, psychologue social et professeur d'éthique à l'université de New York, nous l'a joliment décrit dans un [récent podcast avec l'auteur Sam Harris](#) (regardez la vidéo à partir d'une heure 30 minutes).

La nouvelle religion de gauche est née sur les campus, où les carriéristes de la science sociale ont établi une doctrine élaborée pour justifier de l'importance de leur département pour les questions raciale, de l'identité sexuelle et du privilège social – département dont l'objectif premier est de créer de nouvelles catégories de

victimes sacrées qui souffrent de tourmentes spirituelles (« traumatismes ») susceptibles de ne jamais se résorber. Ces « études » crypto-religieuses ont fait se multiplier les démons qui ont dû être exorcisés par un nombre égal de défenseurs de la diversité et de conseils chargés de condamner toute forme de blasphème – qu’il s’agisse d’un argument contre l’action affirmative (« racisme ») ou le port d’un sombrero à une soirée Tequila (« appropriation culturelle » et « racisme »), comme nous avons récemment pu le voir au Bowdoin College.

L’hystérie déclenchée par les groupes académiques de défense de la diversité s’est rapidement propagée au sein de la sphère politique démocratique, où les votes des minorités avaient besoin d’être recueillis pour couvrir le recul du nombre de partisans traditionnels tels que les syndicats du travail, et pour couvrir la soumission totale du parti à Wall Street et à l’industrie de la guerre.

Les guerriers de la religion de la justice sociale ont gagné en popularité suite aux décès et à la canonisation de leurs nouveaux méga-Saints, Trayvon Martin, Michael Brown, Tamir Rice et autres jeunes Noirs tués dans des circonstances ambiguës et, dans quelques cas, en raison de leur comportement et de leur propre manque de jugement (je m’arrête un instant ici pour laisser à ceux qui le souhaitent le temps de hurler au racisme). L’incident Michael Brown à Ferguson et les émeutes qui ont éclaté ensuite ont donné naissance au mouvement Black Lives Matter, à ses branches séculière (la « rue ») et universitaires, et aux bassesses de candidats présidentiels à la recherche de voix (Hillary).

Un blasphème pire encore – que je citerai maintenant – est peut-être l’idée que la nouvelle religion de justice sociale existe dans l’objectif de déguiser la déception générale face à l’échec du mouvement des droits civils à sortir de la pauvreté, de l’illettrisme et du crime une portion substantielle de la population noire des Etats-Unis. A dire vrai, les politiques officielles de l’ère des droits civils n’ont fait qu’aggraver le problème, notamment avec les échecs bien connus du système d’aides sociales qui étouffe toute forme d’effort économique. Les gens bien intentionnés de la Gauche – une espèce en voie de disparition – se retrouvent embarrassés, à chasser leurs démons, alors que les Noirs des Etats-Unis continuent de préférer une culture d’opposition, antagoniste et assoiffée de vengeance.

Entre en scène M. Trump, le pire personnage possible à jamais être venu s’outrager face à cette vaste matrice de malhonnêteté, et sa cohorte de partisans Blancs peu instruits. Pourquoi ? Parce que les plus instruits des deux partis sont tous trop effrayés ou trop corrompus – ou trop occupés à se faire de l’argent sur le dos du racket de la guerre, de la médecine, de Wall Street et des universités – pour se confronter aux mensonges de notre époque. Donald Trump le fait, de la manière

la plus grossière qui soit.

Ce que les politiciens et les médias ne comprennent pas, c'est ce qui se passera lorsque la crise politique du moment se trouvera amplifiée par le déraillement du train économique et financier qui se produira avant les élections de l'automne prochain. Les Etats-Unis ont déjà perdu la tête avec les contradictions internes de leurs propres croyances. La prochaine étape sera une guerre contre eux-mêmes.

La campagne de "choc et effroi" de Draghi tourne à la catastrophe



Mish
Global Economic Analysis

Publié le 15 mars 2016

Dans une série de renversements de marché spectaculaires, la campagne de choc et effroi des marchés du président de la BCE, Mario Draghi, s'est vite transformée en catastrophe.

Draghi vient d'annoncer un [Programme Bazooka](#) qui était supposé faire plonger l'euro et sauver la zone euro de l'enfer de la déflation.

Son plan a fonctionné pendant quinze minutes. Après quoi le marché a changé d'avis sur l'euro, sur l'or, sur le marché boursier allemand et sur les actions en général.

Un gros zut pour l'euro



Un gros zut pour l'or



Un gros zut pour le DAX allemand



Un gros zut pour le S&P 500



Nous avons donc un record de « gros zut », qui a fait suite à l'une des plus grosses attentes de choc et effroi de l'Histoire.

Du politique, de l'économie, de l'effondrement...

Patrick Reymond 15 mars 2016

J'ai vu quelque part que Marion Maréchal Le Pen, voulait l'alliance avec certains hommes politiques LR. Visiblement, elle n'a pas compris son époque.

Un parti protestataire qui s'allie avec un autre parti risque d'être entraîné dans sa chute. C'est l'alliance du pur sang avec le cheval de labour, et même pire que cela, l'alliance du jeune étalon et de la vieille carne en train de mourir. Le jeune étalon n'entraînera pas la carriole, il sera stoppé par la mort de la vieille carne.

Il suffit, pour un parti protestataire, de se laisser porter par le tapis roulant du passage des vaches grasses aux vaches maigres, puis, aux vaches rachitiques, puis aux vaches mortes. ça, ça va ramener du monde, et comme les prouvent les performances de Sanders et de Trump, qui se répercuteront aussi en Europe, qui s'y répercutent déjà.

La vieille classe politique entraîne rejet, dégoût, on ne l'entend plus. Le discours bien pensant, politiquement correct, non seulement devient lui aussi inaudible, mais repoussoir. Le dogme est de plus en plus rejeté, et de plus en plus entraîne l'hostilité, jusqu'au jour où l'hostilité passera du stade de la parole, à celui des actes.

L'antifasciste (de plus en plus rare) est de plus en plus assimilé à un vieux con, avant on se taisait, jusqu'au jour où on lui réplique, jusqu'au jour où le mince vernis de civilisation craquera.

Le totalitarisme actuel n'est pas négociable, ni amendable, il doit périr. Il va périr.

La percolation ou migration des électeurs, est un phénomène lent, mais qui a notablement évolué avec un FN à 30 %, mais qui ne pourra que s'accélérer, avec la hausse du nombre d'exclus.

LE FAIT INCONTOURNABLE AUX USA, C'EST 100 MILLIONS ET PLUS DE NON EMPLOYES.

ET LE PROBLEME EST LE MEME AILLEURS.

La vache maigre, de plus en plus rachitique, elle, voit arriver des migrants, et un marché de l'emploi pour lesquels ils sont inadaptés, pour le moins, qui les rejettera toujours.

Et pour cause, au [moment de la robolution](#), même ceux en place seront sabrés à qui mieux mieux. Alors, s'insérer...

Un robot coûte le prix d'un salarié sur un an. Le robot peut travailler 24h/24, 7Jours/7, à un coût ridicule, quelques centaines d'euros d'électricité, de pièces et de fournitures.

La violence de l'ajustement sera telle qu'il n'y a aucune chance que l'humain s'adapte.

En Chine, on en est [aux années 1950/1960](#) en Europe avec les mines de charbon. Les charbonniers, entreprises zombies, qui ne vivaient que de subventions largement accordées par les autorités locales pour assurer la paix sociale sont sur la sellette.

Là aussi, c'est la même problématique. La plupart ne retrouveront jamais d'emplois. Le niveau d'étude est bas, le débouché inexistant, et comme ailleurs, les entreprises chinoises les plus en pointes robotisent tant qu'elles savent en faire. Là aussi, c'est plus simple de gérer 30 employés que 300.

Alors, prenons la loi travail à l'envers. Pourquoi brider les indemnités ? Et vouloir

la régression comme norme ? Les gens restant employés devront avoir un haut niveau de compétences. On ne pourra pas les traiter comme des chaussettes.

Le problème des mineurs chinois est pire encore. Dans les années 1960, la quantité de pétrole disponible augmentait de 6.9 %. Aujourd'hui, le charbon EST la première source d'énergie en Chine, et le pétrole n'est pas en quantité pour le switcher.

Dans ce contexte, très lourd, socialement et économiquement, on voit mal des gens surchauffés, rejeter des candidats, parce qu'ils ne sont pas polis, disent des gros mots, ou ont des mauvaises manières. C'est le degré zéro de la critique politique.

Etonnantes primaires US, surtout républicaines, où le premier en course est un batteur d'estrade, et le second, un homme haï universellement dans le parti. Reste-t'il la "solution" JFK ? Sans doute même pas, ou même plus. Cette "solution", entraînerait sans doute aucun la dissolution du pays. Les gens qui ne pourront plus voter Trump pour se défouler, risquent d'avoir des réactions plus violentes encore.

Les gens ne sont pas idiots. Ils votent justement pour ces gens, PARCE QUE ils ne sont pas polis, PARCE QUE ils sont grossiers, PARCE QUE ils ont des mauvaises manières, PARCE QUE on sait qu'ils sont haïs.

Quand à l'état de la démocratie ? Voyez le 16^e arrondissement, si politiquement correct. Ils ne veulent pas de chances, pardon de migrants chez eux, mais la mairie a eu une concertation quand même, d'un genre étrange. Elle a décidé, puis a fait une réunion de béni-oui-oui.

Et la réaction est sans appel :

" J'ai voté Hidalgo, Mais ce site pour SDF va faire tomber le prix de mon appartement. "

A l'heure où la BCE injecte 80 milliards par mois pour "sauver l'économie", les biffins réapparus n'ont jamais été aussi nombreux...

Si cela n'est pas un effondrement de civilisation, cela y ressemble beaucoup. Les remontées de mortalités en France et en Italie, indiquent une vraie crise, plus profonde qu'une crise économique.

Détruire au moindre coût...

Patrick Reymond 15 mars 2016

L'USAF a sorti ses vieux broncos, pour faire la guerre aux islamistes. Il est vrai qu'avec sa mécanique sans électroniques, ni ordinateurs, avec des pilotes agissant comme à l'époque, c'est à dire avec une formation beaucoup plus frustrée et

rudimentaire, on arrive sans doute à des résultats similaires, avec un coût bien moindre.

1000 usd l'heure, dans un cas, 40 000 dans l'autre, pour le F15. Ne parlons même pas du F35, qui laisse le F15 comme arme du pauvre.

Le F35 coûte 176 millions de dollar l'unité, le rafale 110. Le bronco 10.

Pour une guerre menée contre des gueux, même le F15 est surdimensionné. De plus, le Bronco, s'il y a perte matérielle, cela ne sera pas considéré comme grave. C'est un vieil appareil.

Mais, comme le disait un lecteur, au bout d'une semaine, plus de kérosène, d'obus, etc, il ne reste que les armes individuelles. Et même celle-ci, peuvent être aussi très vite sans utilité : elles consomment des munitions très vite.

Raison pour laquelle certaines armées n'ont pas renoncées à leurs armes à verrous, le mosin nagant étant le plus courant. Pas cher, facile d'entretien, en condition de combat, imbattables.

Le problème des armes US est qu'elle sont chères et délicates, de plus en plus chères, et de plus en plus délicates. Rien d'étonnant, donc, à ce que de très vieilles soient utilisées, même contre des armées modernes.

Rappelons Stalingrad, l'escadrille féminine de bombardement nocturne, "les sorcières de la nuit", volaient sur des vieux polikarpov, ce qui ne les empêcha pas d'acquérir une réputation d'invincibilité. Voulant prouver le contraire, le commandement de la Luftwaffe envoya un général d'armée abattre un de ses appareils. Voyant cela, le troufion de base en conclut que puisqu'il fallait qu'un général se déplace, elles étaient réellement invincibles...

En partant plus loin dans l'histoire, l'armée confédérée, pendant la guerre civile, se comporta très honorablement, tout en étant armée de bric et de broc, et de manière très improbable. Pour certains de leurs soldats, leurs fusils avaient fait aussi la guerre d'indépendance.

Le tout, dans une guerre, c'est de tuer le plus possible d'adversaires, au moindre coût humain et financier.

La débauche de moyens, n'est pas forcément synonyme d'efficacité, au contraire.

Les taux administrés ne font que soutenir pour un temps l'endettement des États

Par Jean-Jacques Netter 15 mars, 2016

de l'argent à des entreprises, le QE (Quantitative Easing) est porté à 80Md€ par mois. On va donc continuer à vivre avec des taux d'intérêts qui sont faux et des taux de change qui sont manipulés. Le capitalisme ne peut pas vivre sans coût du capital. Les taux d'intérêt trop bas, trop longtemps, cela produit de la fausse croissance qui incite à une mauvaise allocation d'actif et se termine toujours par une bulle. En attendant les marchés oscillent en permanence entre l'espoir et la peur d'une prochaine action des banques centrales.

L'Europe va toujours mal sur le plan économique, mais heureusement, il y a de très belles valeurs qui font encore de la croissance : Automobile & Equipementiers: **Peugeot**; Banques : **Natixis**; Matières Premières : **UPM Kymene**; Construction : **Actividades de Construcción y Servicios** , **Wienergerger**; Services financiers: **Intermediate Capital Group**; Produits industriels & Services: **Adecco, DSV, ISS, Randstad, Smurfit Kappa Group**; Media: **Mediaset Espana Communication, Mediaset SpA , Shibsted, TF1** ; Pétrole : **Eni, OMV**; Immobilier : **Gecina, Unibail Rodamco, Wereldhave**; Distribution : **Metro**; Technologie: **Atos**; Telecommunications: **Deutsche Telekom, Telecom Italia** ; Tourisme: **Accor, Deutsche Lufthansa, Easyjet, Ryanair**

Le nouveau recul du gouvernement français est un échec très grave

En France, la loi El Khomri, censée être un exemple de la capacité du Président et de son premier ministre à réformer l'économie française sera un échec de plus, tant le texte sera dépouillé de toutes ses dispositions qui introduisaient un peu de flexibilité dans le monde du travail. Il ne devrait en effet pas rester grand chose du texte initial.

La démission de deux dirigeants à l'EDF et à la SNCF permet de montrer les que les instructions contradictoires de leur actionnaire l'Etat, ne permettent absolument pas de gérer convenablement ces entreprises. .

EDF et la SNCF sont les bastions de la résistance à la réforme. Le meilleur exemple est probablement leur régime spécial de retraite qui pompe la caisse des salariés du privé comme un parasite gourmand avec la complicité de l'Etat. Cela permet de pérenniser les privilèges exorbitants dont ils bénéficient : calcul de la pension sur les 6 derniers mois de traitement ; garantie du montant de la pension

garanti ; départ dès 50 ou 55 ans pour près de 94% des agents (la réforme reportant l'âge de départ à 52 ou 57 ans ne recevra un début d'exécution qu'à partir de 2017.

La fameuse Caisse des Activités Sociales (CCAS) qui est le comité d'entreprise d'EDF perçoit 1% du chiffre d'affaires de tous les producteurs d'électricité et de gaz en France 331M€ en faveur de l'EDF, ce qui représente 8% de la masse salariale. Dans le secteur privé la contribution des entreprises est d'environ 0,2% de la masse salariale ce qui représenterait 8M€. L'économie réalisée serait donc de 323M... Le premier ministre fait face aux syndicats, aux divisions du PS et aux étudiants... Pour tenter d'amadouer les syndicats qui ne représentent pour l'essentiel que les fonctionnaires, leur point d'indice va être significativement augmenté.

En Allemagne, la Chancelière Angela Merkel est sur la corde raide. Les trois élections régionales du 13 mars avaient une valeur de test. Sa politique d'accueil des migrants en coopération avec la Turquie a sapé sa popularité. Elle a confié les clefs de l'immigration en Europe à la Turquie. Ce qui est vécu comme une sorte de trahison.

Les sociétés US avec un bilan solide sont recherchées

Aux Etats Unis, les sociétés qui offrent un bilan solide font partie de celles qui sont le plus appréciées par les gérants. Parmi les valeurs américaines figurent : Technologie: **Facebook, Alphabet (ex Google), Master Card, Texas Instrument, Accenture** ; Santé: **Intuitive Surgical, Regeneron, Bristol Myers Squibb**; Consommation: **Michael Kors, Starbucks, Nike, Colgate Palmolive, Estee Lauder Companies , Sysco, Costco Wholesale** ; Industriel: **3M Co** ; Energy: **Schlumberger, Exxon Mobil** ; Telecommunications: **Verizon, AT&T**

La Chine est le premier bénéficiaire de la baisse de l'énergie

La Chine réduit la voilure dans l'acier et le charbon. L'acier chinois paie le prix du coup de frein de l'économie. Dans les infrastructures il faut fermer des excédents de production qui se trouvent pour l'essentiel en Chine du nord. ArcelorMittal en Europe est véritablement laminé par la crise. Fortement endetté,

le leader mondial de la sidérurgie doit procéder à une augmentation de capital. Sa capitalisation ne représente plus que 8Md€ soit trois fois moins qu'en 2006 au moment de la fusion entre Mittal Steel et Arcelor.

Tout cela ne doit pas cacher le bon comportement économique de la Chine du Sud.

Si le **marché chinois** est en baisse de 19,2% depuis le début de l'année, ce n'est pas le cas de plusieurs marchés émergents comme le **Brésil** (+12,2% en monnaie locale et + 20,2% en USD), la **Thaïlande** (+8%), la **Colombie** (+ 12,3%).

Quand on souhaite être exposé à la Chine il vaut mieux le faire via des valeurs européennes, américaines et Japonaises qui réalisent une partie importante de leur chiffre d'affaires avec la Chine.

Amérique latine: le ralentissement creuse déficit et dette

Romandie Le 16 Mars 2016



Le ralentissement en Amérique latine a eu un impact sur les comptes publics de la région en 2015, creusant le déficit budgétaire à 3% du PIB et la dette publique à 34,7%, a annoncé mardi la Commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal).

“L’an dernier, l’Amérique latine a enregistré, en moyenne, une légère détérioration de ses comptes budgétaires”, a noté la Cepal, dont le siège se trouve à Santiago du Chili, dans son panorama fiscal annuel de la région.

Par rapport à 2014, la dette publique a augmenté d’1,5 point de pourcentage, tandis que le déficit a progressé de 0,6 point.

Les pays d’Amérique latine ont vu leur PIB reculer de 0,4% en moyenne en 2015, souffrant de la chute des cours des matières premières, leur principal produit d’exploitation, sous l’impact d’une moindre demande de la Chine.

“Même si 2015 a été marquée par la pertes de revenus en provenance des ressources naturelles non-renouvelables, ce déclin a été contrebalancé par de plus importantes recettes fiscales en raison des réformes” appliquées, a estimé la Cepal.

En effet, pour compenser les effets de cette conjoncture difficile, une grande partie des pays de la région ont mis en place des ajustements budgétaires “de grande ampleur” ou des réformes.

Le gouvernement du Brésil, dont l’économie a reculé de 3,8% en 2015, a annoncé récemment un plan d’économies de 5,78 milliards de dollars sur son budget 2016 et celui du Chili a programmé des coupes pour 540 millions de dollars, soit 0,25% du PIB.

D’autres pays ont eux appliqué des réformes fiscales pour améliorer leurs recettes.

L’effondrement économique de l’Amérique du Sud est sur la bonne voie !

Crise mondiale: la Goldman Sachs estime que le Brésil a plongé dans une “dépression pure et simple”

“En moyenne, la région a réussi à augmenter sa pression fiscale de 0,2 point de pourcentage du PIB, principalement grâce à une amélioration de la perception de l’impôt sur le revenu”, a souligné la Cepal.

Le Brésil affiche la dette publique la plus élevée de la région, à 65% du PIB, suivi du Salvador (45%), puis du Honduras et de l’Argentine (44% chacun).

Source: [romandie](#)

Salariés... tremblez ! Une banque veut remplacer 550 employés par des robots

Charles Sannat 16 mars 2016

[J'espère qu'ils vont programmer les robots pour qu'ils deviennent des consommateurs compulsifs...]



Tremblez, tremblez ! En fait, trembler ne sert pas à grand-chose. Ce qui est utile

c'est de se préparer à l'économie d'après, celle qui verra l'écrasante majorité des postes passer du tout "salarial" au tout "entrepreneurial".

N'oubliez pas que ce sera facile : l'immense majorité des gens sont tout simplement incapables d'imaginer une vie sans leur CDI, une vie sans une certitude de salaire qui tombe à la fin du mois.

Le problème c'est que tout cela n'est qu'une immense illusion puisque la vie, par définition, est incertaine, précaire, fragile et c'est cette précarité, cette fragilité, cette finitude qui rend la vie aussi précieuse. Chaque minute devient unique. Irremplaçable.

Les progrès techniques ne seront pas abolis. Nous ne stopperons pas les robots, les humanoïdes et les ordinateurs. Alors oui, énormément de postes vont disparaître mais pas tous.

Oui les ordinateurs sauront conseiller les clients, de même qu'ils savent gagner une partie d'échec ou de jeu de "go".

Oui les banquiers d'en bas seront mis à la porte.

Oui les agences fermeront.

Oui les traders seront remplacés par les algorithmes de ventes, les salles de marchés se videront comme la corbeille de la bourse de Paris que j'ai connue enfant a disparu.

Oui les caissières disparaîtront, mais comme me le disait très justement l'un de nos lecteurs chirurgien en activité, son métier aussi dans bien des cas, tant les robots sont meilleurs, plus rapides, plus efficaces et... moins dangereux !

Tous les métiers ne disparaîtront pas mais un très grand nombre sera concerné et je peux vous assurer que tout le monde en est totalement convaincu mais que personne ne sait par quel bout prendre le problème.

Alors comment faire ? Il y a deux niveaux d'action. Le niveau collectif et disons-le, je crains fort qu'il n'y ait pas grand-chose à en attendre. Le deuxième c'est le niveau individuel, et c'est tout le travail que je fais autour de mon approche PEL "Patrimoine, Emploi Localisation" que je développe dans ma [lettre STRATÉGIES](#) – dont celle de février 2016 était consacrée à votre employabilité – et il y a un immense travail à accomplir sur ce sujet car l'un des meilleurs investissements que vous puissiez faire lorsque vous n'êtes pas un senior retraité c'est d'investir sur vous-même.

fondamentales que VOUS devez mener. Vous pouvez le faire seul bien évidemment, vous pouvez aussi rejoindre notre communauté de “stratégistes”.

[Pour en savoir plus, je vous donne rendez-vous ici.](#)

Dans tous les cas, je vous invite à vous préparer et à réfléchir et cet article sur la Banque RBS qui supprime ses conseillers pour les remplacer par des robots viendra utilement nourrir votre réflexion sur ce monde qui change. En réalité, vous êtes en train de voir “finir le monde ancien”.

Charles SANNAT

Ces robots conseilleront leurs clients en fonction des réponses données au questionnaire qui leur sera proposé.

La Royal Bank of Scotland (RBS), l’une des plus importantes banques du Royaume-Uni, entend limoger 550 employés pour les remplacer par des robots, annonce le quotidien *The Guardian*. Selon l’administration de la banque, des robots seront chargés de conseiller les clients souhaitant investir des sommes relativement modestes (à partir de 500 livres sterling, soit moins de 650 euros). Les conseillers humains ne seront utilisés que pour des clients investissant des sommes supérieures à 250 000 livres sterling (environ 323 000 euros).

Ces robots conseilleront leurs clients en fonction des réponses données au questionnaire qui leur sera proposé.

Cette démarche est l’une des mesures prises en vue de réduire les coûts, la banque étant confrontée à des difficultés financières. Fin 2015, la RBS, contrôlée à 73% par l’État, affichait des pertes équivalentes à 2 milliards de livres sterling (près de 2,6 milliards d’euros).

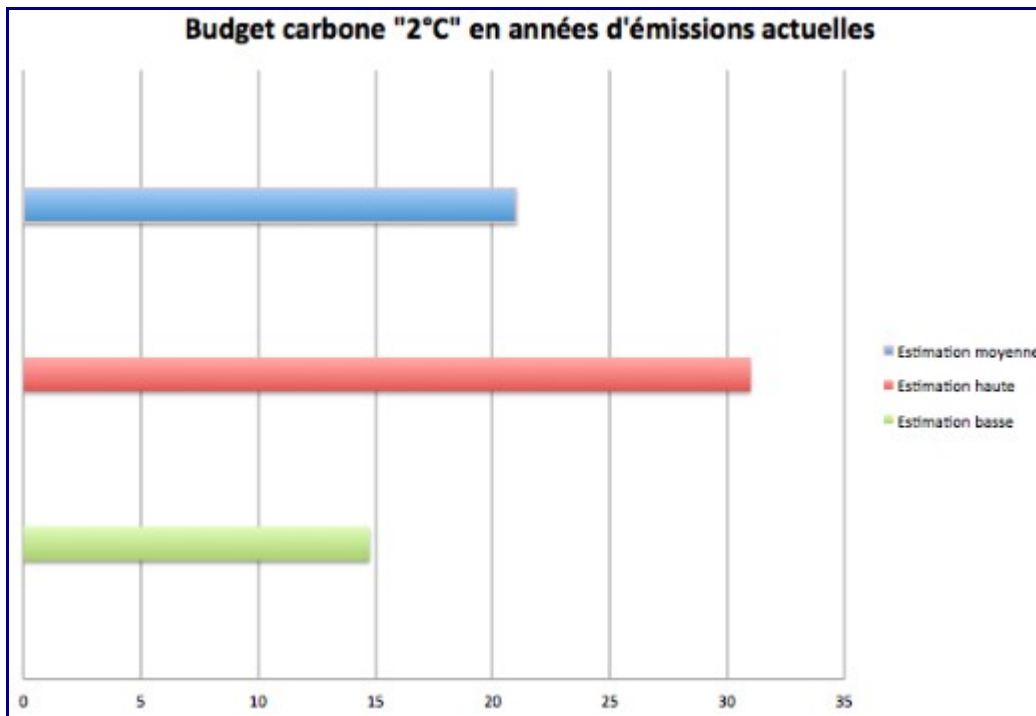
Les représentants de la société déclarent que la demande de services de conseillers est en baisse, les clients souhaitant de plus en plus consulter leur banque en se servant de technologies numériques.

La RBS s’est trouvée dans une situation financière difficile en 2008, suite à la crise financière mondiale. Le gouvernement du pays a été obligé de prendre part au capital de la banque afin d’éviter la faillite et la remise en question de tout le système financier de la Grande-Bretagne. Depuis, les autorités ont maintes fois évoqué la nécessité de privatiser cette banque, mais aucune mesure n’a été prise en ce sens.

Gaz à effet de serre: l'étau "budget carbone" se resserre

Blog de SortirDuPetrole.com Publié le 29 février 2016

Une équipe de scientifiques a montré qu'en prenant en compte tous les gaz à effet de serre, l'estimation haute du budget carbone que doit respecter l'humanité pour conserver deux chances sur trois de limiter le réchauffement global à + 2°C, doit être divisée par deux: 1240 milliards de tonnes de CO2 et non pas 2390. L'estimation basse reste inchangée: 590 milliards de tonnes, soit les émissions de 10 à 15 % des réserves exploitables actuelles de pétrole, de charbon et de gaz, le reste devant rester sous terre...



Les variations à l'intérieur de la fourchette de CO2 pouvant encore être émis après 2015 pour contenir le réchauffement global à +2°C (590 à 1240 milliards de tonnes ou 15 à 30 ans des émissions actuelles), dépendent elles-mêmes "de la probabilité de rester sous 2°C et du réchauffement en fin de siècle qui ne sera pas issu du CO2", estiment les chercheurs. Doc. SDP

Certaines évaluations du budget carbone dont l'humanité doit se contenter si elle veut contenir le réchauffement global de la planète à moins de +2°C, sont trop généreuses: c'est ce qu'estiment le chercheur autrichien de l'International Institute for Applied Systems Analysis, Joeri Rogelj, et différents scientifiques européens et canadiens, dans une étude publiée par la revue Nature Climate Change.

“Dans certains cas on a surestimé le budget disponible de 50 % à plus de 200%”

Selon eux, en tenant compte des effets de tous les gaz à effet de serre, l'estimation de budget carbone post 2015 la plus appropriée va de 590 milliards de tonnes de CO₂ émises à 1240 milliards de tonnes maximum pour conserver au moins deux chances sur trois de limiter le réchauffement global à +2°C depuis le début de l'époque industrielle. Cela fait écho à une [estimation fournie par le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat \(GIEC\) dans son dernier rapport](#) (1) et qui donnait un quota moyen de 1000 milliards de tonnes de CO₂ après 2011, avec une fourchette allant de 750 à 1400 milliards de tonnes de CO₂.

En fait, cette estimation ne change pas le seuil d'émissions de CO₂ au delà duquel certaines projections commencent à dépasser la barre de +2°C, mais elle rend caduque toute la partie haute d'une [précédente fourchette d'estimation](#) qui grimpait jusqu'à 2390 milliards de tonnes de CO₂, et que bon nombre du côté des émetteurs auraient sans doute préféré... [“Dans certains cas on a surestimé le budget disponible de 50 % à plus de 200%”](#), précise Joeri Rogelj.

Le rôle du méthane

[“Différents facteurs peuvent mener à des “budgets carbone” plus ou moins réduits ou plus ou moins larges. Nous avons voulu comprendre ces différences et donner de la clarté à cette question, pour les décideurs et le public”](#), souligne-t-il. L'équipe dirigée par Joeri Rogelj a ainsi conclu que les méthodes et les scénarios utilisés dans ces calculs complexes et également la prise en compte des autres gaz à effet de serre, notamment le [méthane \(CH₄\)](#), expliquent les écarts.

En effet, de manière générale, le budget carbone global de la planète peut être représenté comme la balance entre le CO₂ émis notamment par les êtres vivants, y compris les hommes avec leurs voitures, avions, bateaux et autres usines, et le CO₂ absorbés par les écosystèmes terrestres et marins. De fait, les calculs sont troublés par de multiples incertitudes liées aux forêts, aux océans, au dégel du permafrost, aux interactions température – émissions de gaz à effet de serre...

En ce qui concerne les variations à l'intérieur de la fourchette 590 – 1240 milliards de tonnes de CO₂, qui va encore du simple au double, elles dépendent elles-mêmes [“de la probabilité de rester sous 2°C et du réchauffement en fin de siècle qui ne sera pas issu du CO₂”](#), estiment les chercheurs. Donc elles dépendent en partie du réchauffement qui sera issu des autres gaz à effet de serre comme le méthane.

Le budget carbone “2°C” épuisé dans 15 ans ?

Trois conclusions s'imposent:

1- Au rythme des émissions actuelles de CO₂ d'origine humaine, de l'ordre de 40 milliards de tonnes par an, il est envisageable que le budget carbone "2°C" soit épuisé dans seulement 15 ans s'il se trouve effectivement dans le bas de la fourchette.

2- Puisque l'accord établi à Paris à l'occasion de la COP21 (2) a décidé que l'objectif de limitation du réchauffement global doit maintenant être "bien en dessous de + 2°C", en visant + 1,5°C", alors le nouveau budget carbone alloué – environ 390 milliards de tonnes de CO₂ (3)- sera épuisé d'ici 2025.

3- L'hypothèse basse du budget carbone "2°C" équivaut aux émissions de 10 à 15 % des réserves exploitables actuelles de pétrole, de charbon et de gaz. En effet, selon le GIEC la combustion de toutes ces réserves aboutirait à des émissions allant de 3670 milliards de tonnes à 7100 milliards de tonnes de CO₂ (4). Ce qui veut dire qu'il faudrait laisser entre 85% et 90% des réserves actuelles d'énergies fossiles sous terre. L'option "1,5°C" de la COP21 conduit pour sa part à en laisser entre 90 % et 95 % dans le sous-sol. Gageure.

(1) Quand on soustrait à ce total les émissions 2012-2015 de CO₂, c'est-à-dire environ 160 milliards de tonnes. Les émissions annuelles de CO₂ issues de l'humanité atteignent une quantité de l'ordre de 40 milliards de tonnes par an, y compris avec la question du changement d'utilisation des sols.

(2) 21ème conférence des parties de la Convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques.

(3) 390 milliards de tonnes de CO₂ après 2015 pour avoir une chance sur deux de contenir le réchauffement global à +1,5°C. Source: GIEC

(4) Chiffres 2011. Source: 5ème rapport du GIEC.